



Edito

QUAND UN GILET ACCÉLÈRE LE CHANGEMENT

Macron est formidable ! Il détonne, nous surprend, nous fascine. Enfin le nous n'est pas nous, c'est plutôt eux. Eux, c'est la caste des possédants. Remarquez, dans une certaine mesure, il nous fascine, nous surprend et il détonne également. Et là le nous c'est bien nous, et plus eux. Regardez comment il s'est approprié la contestation sociale et les revendications pour en faire tout autre chose, pour dérouler son programme de casse et encore diviser la population.

D'une revendication très juste sur le "pouvoir d'achat", terme qui n'est pas approprié pour les salariés et qui minimise le rôle et l'importance du salaire brut, Macron répond prime d'activité et prime au bon vouloir du patronat. Il profite de la période pour dérouler et accélérer la substitution du salaire et son remplacement par l'impôt. Il sort le salaire de l'entreprise, du travail et donc de la richesse créée par les travailleurs. Il applique au salaire direct ce que ses prédécesseurs ont infligé à la Sécurité Sociale.

L'instauration de la CSG en 1991, fut un cheval de Troie formidable pour l'étatisation. Et comme tout virus, il a été invisible pour un grand nombre de salariés qui écoutaient religieusement les sincères explications des Rocard, Attali (tiens déjà lui) et la sociale démocratie, les syndicats d'obédience chrétienne complices et les tenants du capitalisme de l'Union Européenne. La CGT dans la période a pourtant fait le boulot sans pour autant réussir à massivement convaincre. Ce sont les faits.

Ce qui se passe actuellement est du même ordre et pire encore. Il fallait oser et il l'a fait, ces petits camarades de cordée sont ravis. Oui parce que le patronat n'en demandait pas tant, enfin si mais peut être pas tout de suite, quelle aubaine pour le taux de profit ! Parce que demain, on peut l'imaginer avec ce dispositif étatique mis en place, la revendication salariale se déplacera de l'entreprise vers les gouvernements et nous savons comment sont reçues les revendications des fonctionnaires dans les ministères.

Quand on voit ce qu'est devenu le finance-

ment de la Sécurité Sociale depuis trente ans et comment la richesse produite par les salariés est détournée vers les profits, en échange de l'impôt, on peut craindre le pire pour nos salaires. Et si on ajoute la généralisation de la participation, de l'intéressement et les primes en tout genre en lieu et place des augmentations de salaires, soumis à cotisations, le patronat n'a plus besoin de s'inquiéter sur son avenir financier à haut rendement. C'est ça la "compétitivité" des entreprises. C'est surtout ça qui ruine l'avenir et l'espoir de millions de personnes. Serait-il en train de mettre en place le Revenu Universel si chère à Hamon ?

Macron a pensé à augmenter le Smic... C'est ce que dit le premier ministre. Ah ben oui, il faut le croire, c'est évidemment sincère. Mais après réflexion (sic), il s'est dit que le patronat ne partagerait pas son point de vue et qu'il était plus difficile de se réconcilier avec ses amis qu'avec ses ennemis. Encore un enfumage communicatif de plus. On nous prend pour des perdreaux.

Il est plus facile de dégager toutes les cotisations avec le doublement du CICE, que de dire que les questions sociales sont une priorité pour l'exécutif. D'ailleurs, je m'aperçois qu'en écrivant cela je divague. Eclater une évidence n'en fait pas réalité.

Malgré tout ça, ce mouvement ne s'éteint pas et la CGT non plus, loin de là. Nous faisons le travail et nous devons continuer. Les questions de fond sont plus que jamais essentielles dans la période. Des contradictions, des paradoxes se posent partout, dans beaucoup de discussions, et nous devons y trouver et y prendre toute notre place.

Période difficile certes, mais en avons-nous eu déjà des faciles ?

Mes camarades, une petite période de répit s'ouvre à nous. Prenons-la.

Bonne fêtes à vous toutes et tous. Bon courage à vous. Profitez.

Sébastien Martineau - Secrétaire Général

Sommaire :

Editorial :

Quand un gilet accélère le changement	P. 1
Prise de parole CA CPAM 18/12	P. 2
Les retraités en colère (suite ...!)	P. 3
Suite aux élections dans la Fonction Publique	P. 4
Comité Général UD des 12&13 Décembre	P. 5
Infos Educ' Action du Cher	P. 6
Indécosa 18 : Résultats Elections Locataires	P. 7 & 8



AGENDA

STAGE DÉFENSEUR SYNDICAL

du 4 au 8 Février 2019

**Déposez vos congés éducation auprès des directions
1 mois avant la date du stage
et informez l'UD de votre participation.**



PRISE DE PAROLE CGT
CONSEIL D'ADMINISTRATION CPAM
DU 18 DECEMBRE 2018



Madame la Présidente,
Monsieur le Directeur,
Mesdames et messieurs les administrateurs,

La loi de finances de la Sécurité Sociale a été définitivement adoptée le 3 décembre dernier. Au total, 335 députés ont voté pour, 190 contre et 33 se sont abstenus, on est loin de l'unanimité.

Le programme est toujours le même, la destruction du modèle social français, euro incompatible.

A la clef, une économie de plus de 5 millions d'euros, et un budget excédentaire qui devient la variable d'ajustement du budget de l'Etat. L'ambition est claire, le « redressement » des comptes sociaux, un ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie) à 2,5% au lieu de 4,5, voire même 6% nécessaire au maintien de l'existant ?

Les principales mesures sont :

- ☞ Suppression des cotisations prétendues « patronales » sur les SMIC
- ☞ Exonérations de cotisations salariales sur les heures supplémentaires
- ☞ Une année blanche de cotisations pour les repreneurs et créateurs d'entreprise
- ☞ Transformation du CICE et du crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires en allègement de cotisation sur les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC
- ☞ Un plan santé qui détruit la santé
- ☞ La suppression du forfait social
- ☞ Le gel des allocations familiales, des pensions de retraite
- ☞ Un pseudo reste à charge 0 dépendant de l'assurantiel privé (on rit)

On continue donc de tirer les salaires vers le bas, sous couvert de coût du travail, de compétitivité, de création d'emplois qui n'arriveront jamais. Vous vous rappelez tous de Gattaz avec son pin's 1 millions d'emplois en échange de 20 milliards de CICE.

Les salariés ne sont pas dupes et ont bien compris que le salaire brut constitue l'ensemble de leur salaire. Toutes ces mesures n'ont donc pour objectif que de baisser notre salaire socialisé, impactant les caisses de retraite, les CAF, l'assurance chômage, l'assurance maladie.

Les dernières annonces du gouvernement visant à étouffer le mouvement social actuel n'ont pas suffi. Là aussi, les citoyens ne sont pas dupes. On nous prend pour des idiots. L'idée de génie, l'auto-financement des salaires par les salariés grâce à l'impôt, au détriment des caisses de sécu. Vous me direz, cela existe déjà mais là, on franchit encore un cap supplémentaire, du coup la supercherie est visible. En augmentant le SMIC via la prime d'activité et donc l'impôt, Macron, sur demande du patronat, sort le salaire de l'entreprise, le vieux rêve libéral. Nous rappelons que la valeur ajoutée est produite exclusivement par les salariés, le Capital ne produit rien, il coûte. Nous rappelons donc ici que seuls les salariés sont légitimes à gérer les caisses de sécurité sociale. La CGT continuera de militer pour le 100% Sécu financé par la cotisation sociale, seule garante de la répartition de la valeur ajustée.

Nous voterons donc contre ces budgets qui d'année en année, étant donné leur diminution constante, entraînent des régressions sociales insupportables pour l'ensemble de la population, et des salariés des caisses. Nous nous activerons à faire connaître auprès des salariés ceux qui accompagnent ces réformes scandaleuses.

Merci.

Florie Gaéta

Les retraités en colère (suite ...!)

« Ça ne fait pas le compte ! » ou « Mauvais Conte de Noël »

Eh non, les mesurettees annoncées par Macron, lors de cette pitoyable allocution télévisée, ne font pas le compte, pour les retraités, les salariés, les jeunes, les lycéens, les chômeurs, les bénéficiaires de minima sociaux (ces quatre dernières catégories d'ailleurs oubliées dans la "distribution", distribution bien éloignée de l'activité du Père Noël !). Macron revient, de façon limitée, sur la hausse de la CSG pour les retraités, que ceux-ci ont eu à subir depuis un an. C'est mieux que rien, certes, et cela ne concernera que les retraités en-dessous de 2.000 €. Avec, toujours, le même flou gouvernemental : montant personnel de la pension, ou selon le foyer fiscal ?

N'allons pas croire que ce "geste" de la part de Macron serait de pure bonté : il ne fait que cesser, un peu, de nous ponctionner, il n'y a pas de quoi le remercier ! Et puis, il est évident que c'est poussé par l'ampleur du mouvement social actuel –sur lequel on peut débattre– qu'il a été obligé d'intervenir, après de longues semaines de silence méprisant.

Nous, retraités CGT, avec ou sans le "groupe des 9" n'avons cessé depuis des mois et des années, avant le mouvement des "gilets jaunes", de lutter pour nos revendications. Rien que pour l'année 2018, par trois fois, en Mars, Juin et Octobre, nous sommes sortis en manifestation dans plusieurs localités du Cher, avec audiences en Préfecture et Sous-préfectures, avec des pétitions sur la hausse de la CSG, contre le principe-même de cet impôt, et sur l'annonce de la revalorisation, insultante, de seulement 0,3 % pour 2019 et 2020. Rappelons qu'en 2018, c'est 0 % pour le Régime Général et 0,6 % pour les complémentaires. C'est vraiment le régime amaigrissant avant les fêtes !...

RETRAITÉS : LES RAISONS DE LA COLÈRE !

La CGT exige une revalorisation d'au moins 300 € mensuels pour toutes les retraites (rattrapage seulement partiel vu le retard accumulé), leur indexation sur la hausse du salaire moyen, et non sur l'indice des prix, et l'annulation de cet impôt qu'est la CSG.

Dans son discours, Macron n'a bien sûr pas parlé de la fermeture de services publics, de l'accès aux soins, tous domaines qui préoccupent fortement les retraités.

Des actions sont prévues par l'UCR en début d'année prochaine. Une action avait été programmée pour ce 18 décembre mais vu l'abondance de l'activité syndicale en Novembre et Décembre, nous n'avons pu donner suite. Pour mémoire : filtrage le 17 novembre au Rond-point d'Asnières avec distribution, journée d'étude "Retraites", Comité Général de l'UD des 12 et 13 Décembre, manif des 24 Novembre, 1er Décembre (et Hôpital de Vierzon), 14 Décembre, 15 Décembre, 18 Décembre ! Les retraités ont largement participé à ces mouvements aux côtés des actifs.

Lors du Comité Général de l'UD, nous avons cependant remis au journaliste du "Berry Républicain" un communiqué de l'USR 18, partiellement évoqué dans l'édition du 14 Décembre.



En cette fin d'année bien chargée, l'USR 18 souhaite à tous, pour l'an à venir, des luttes victorieuses.

Bonnes fêtes et bonne année !

Gérard Melin pour le Bureau USR 18

SUITE AUX ÉLECTIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE...

Les élections dans la Fonction Publique se sont terminées le 6 décembre avec des résultats départementaux plutôt encourageants même si nous constatons des petits contrastes ici ou là. Ce n'est pas vous mentir que de vous dire que nous n'avions pas de liste dans toutes les administrations, établissements de santé ou encore dans certaines collectivités territoriales. Ce sont les faits malgré un travail acharné des camarades, qu'il faut d'ailleurs remercier chaleureusement.

Un premier élément que nous pouvons constater est, d'une manière générale, la forte abstention des salariés, tous secteurs confondus. Jamais les salariés n'ont autant boudé les urnes. C'est une vraie question qui doit nous interroger collectivement, dans toutes nos structures, tant professionnelles qu'interprofessionnelles. Nous l'avions déjà dit, la crise politique qui secoue le pays depuis la dernière campagne présidentielle, la mise au pouvoir de Macron par le capital et l'UE, le dédagisme institutionnalisé, la mise à l'écart des syndicats n'arrange pas les choses et n'a pas aidé à la mobilisation électorale des fonctionnaires. C'est également une crise de la démocratie et de la représentation. Le syndicalisme n'est pas à côté de la société mais bien au cœur.

Lorsque les salariés ne se mobilisent pas, c'est notre organisation qui en pâtit.

Deuxième chose. Le rôle de certains directeurs, de chefs de service, de cadres, souvent proches d'organisations syndicales réformistes qui ont pesé sur le vote pour que la participation soit la moins importante possible, pour que les bulletins ne soient pas en faveur de notre organisation. Les hauts fonctionnaires des ministères partagent notre analyse de l'abstention, ils travaillent dans ce sens. La CGT fait l'objet d'un dénigrement institutionnel qui ne cesse de s'accroître au fil du temps malgré l'apparat d'un "dialogue social" qui serait constructif et partagé. Les administrations, quelles qu'elles soient ne veulent plus s'embarrasser de camarades qui analysent, proposent et combattent, c'est nuisible à la bonne mise en place de la privatisation.

Dernière remarque plus technique même si cette méthode est éminemment politique, le vote électronique. Il n'a pas été imposé partout mais là où il a eu lieu, des complications ont émaillé le vote. Code non reçu par les électeurs, bugs dès le premier jour dans certains cas puis problèmes récurrents, ce qui

a découragé bon nombre de personnes. C'est ce qui se passe dans quasiment toutes les opérations informatiques dans nombre d'entreprises, ce qui est inacceptable pour des scrutins de cette importance et la démocratie sociale.

Ce vote est complètement déconnecté de la réalité des campagnes de propagande. On peut voter sur plusieurs jours, chez soi, oublier, et il n'y a plus aucune référence au devoir de citoyen ni même de référence à la date du vote. C'est un irréalisme. Imaginez-vous si c'était la même chose pour les élections politiques !

Pour finir, il faut dire un mot sur l'attitude de la CFDT lors de la proclamation officielle. « CFDT première organisation syndicale du pays, historique ». Petit rappel. La représentativité se calcule tous les quatre ans et la dernière mesure était en 2016. Le calcul de la représentativité est l'addition des résultats des élections des fonctionnaires, des salariés du privé à travers, maintenant, des CSE qui vont se généraliser jusqu'à fin 2019, et les élections dans les TPE en 2020.

Il y a des élections dans les entreprises du privé tous les jours et les résultats sont centralisés jusqu'en 2020, date à laquelle il y aura un nouveau calcul. Cette déclaration est trompeuse car la vérité d'un jour n'est pas forcément celle du lendemain. Si maintenant nous devons calculer la représentativité au jour le jour, il faut le dire et changer les règles. Pour autant c'est un joli coup de communication qu'il faut démonter auprès de nos syndiqués et des salariés.

Le 19 décembre, nous n'avons toujours pas les résultats officiels de la Préfecture, un comble. A croire que les services de l'Etat ne communiquent pas entre eux et pourtant nous avons des résultats nationaux. Ça pose question.

D'après ce que nous savons nous sommes première organisation de l'ensemble de la Fonction Publique au niveau départemental avec 33% des voix, devant la CFDT avec 26% et FO avec 21%. Nous remercions les salariés qui nous ont fait confiance. A nous de ne pas les décevoir.

Pour les résultats établissement par établissement, nous vous les communiquerons dans le bulletin de janvier.

LE COMITÉ GÉNÉRAL UD A EU LIEU **LES 12 ET 13 DÉCEMBRE 2018 À ST-GERMAIN DU PUY**

Le Comité Général de l'UD a eu lieu les 12 et 13 décembre derniers avec une participation de 29 syndicats, 22 d'actifs et 7 de retraités, pour 56 participants.

Malgré un courrier avec la convocation qui a été envoyée dans tous les syndicats, trois relances par mail et de nombreux coups de fil, nous regrettons le manque de participation des organisations dans une période qui appelle à des échanges, des rencontres les plus larges possible afin que le débat soit le plus riche. Nous avons communiqué les dates de décembre rapidement suite à l'annulation du Comité qui devait se tenir au mois de juin, annulation par manque de participation.

Notre Comité avait deux points à l'ordre du jour : Actualité, stratégie de luttes – Réforme des retraites et Syndicalisme international, la place et l'action de notre UD.

La première journée sur l'actualité fut riche en discussions concernant le mouvement des gilets jaunes, ce qu'ils proposent et revendiquent, les formes d'action qu'ils prennent. Des camarades nous ont redit qu'ils étaient allés discuter avec eux sur les ronds-points et que globalement les réactions et les discussions étaient plutôt positives, qu'ils partageaient nos revendications et que nous ne partagions pas toutes les leurs. Il faut regarder dans le détail ce qu'ils proposent pour avoir une vision plus large de leurs doléances.

Notre débat nous a pris une grande partie de journée et nous avons décidé que la CGT appelle les gilets jaunes au rassemblement devant le Medef du vendredi 14 et en même temps un appel CGT à participer au rassemblement du samedi 15.

Concernant la stratégie des luttes, le Comité appelle à la tenue d'AG le plus rapidement possible, dès la rentrée pour discuter et décider des formes de luttes à prendre, pour dynamiser la grève pour la satisfaction de nos revendications. Nous travaillerons dans ce sens avec les UL pour impulser des rencontres avec les syndicats.

Concernant les retraites, suite à la journée d'étude du 29 novembre, les documents vont être envoyés dans les syndicats pour que les camarades qui n'étaient pas présents puissent engager le débat avec les salariés. Nous sommes disponibles pour participer au débat dans les Commissions Exécutives dès la rentrée.

La deuxième journée était consacrée au syndicalisme international. Ce n'est pas un sujet que nous abordons beaucoup dans la CGT, notre UD n'est pas transfrontalière. Pour autant nous avons des entreprises qui appartiennent à des groupes mondiaux et des camarades participent aux différents comités de groupe. Nous avons profité de ce qu'a dit le CCN du mois de Mai dernier pour aborder le sujet qui nous concerne tous, nous vivons dans un monde globalisé.

Partant de l'expérience et du constat que nous avons avec nos affiliations à la CES et la CSI, et notre sortie de la FSM, nous avons échangé, sans a priori, en toute lucidité sur ce que cela a apporté à notre organisation. Pour certains, une grande majorité, nous avons perdu une partie de notre identité et nous nous sommes inscrits dans le dialogue social plutôt que de rester sur nos fondamentaux.

Pour d'autres, nous avons fait changer un petit peu la CES. Ce qui est sûr, c'est que nous n'avons pas de bilan de ce que la CGT a porté et quel qu'en soit le résultat. Bilan maintes fois demandé par notre UD.

Le CCN du mois de Mai a dit qu'il faut discuter avec tout le monde sans exclusive. Pour autant, la CGT s'interdit de discuter avec la FSM. Nous, nous disons le contraire et nous demandons à la confédération d'engager des discussions avec cette organisation mondiale.

Après un débat passionnant, et non passionné, nous avons pris la décision d'être observateur de la FSM, justement afin d'avoir des débats avec l'ensemble des organisations syndicales mondiales sans exclusivité, ce qui nous permettra d'avoir nos propres avis. Nous pensons que c'est le rôle de la CGT. Cela n'engage pas de frais financiers et ne va pas plus loin qu'un échange.

Enfin, nous tenons à remercier les camarades exclusivement féminines qui ont activement participé à l'organisation matérielle de ces deux journées. Nous ne pouvons que regretter et être interpellés par le manque d'implication des camarades masculins lors des repas et du nettoyage. On nous dira qu'un coup de main a été donné pour le rangement mais ça ne suffit pas. Nous verrons bien la prochaine fois.



CGT Educ'Action du CHER : INFOS

12 NOVEMBRE 2018, malgré le petit nombre de manifestants et de grévistes, six syndicats du département ont été reçus par Madame la Préfète et Monsieur le Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale du CHER.

La CGT Educ'Action est la seule organisation à avoir déposé une motion avec des revendications lors de cette audience et des actions suivantes :

Dans l'attente d'une réelle et effective avancée, dès aujourd'hui, nous appelons tous les enseignant-es, du 1er et 2nd degré, à se mobiliser dans les actions collectives suivantes :

- Ne plus faire remonter les statistiques, enquêtes ou consultations des écoles et établissements du Cher, qui resteront à disposition de l'administration dans les directions ou dans les classes.
- Ne plus participer aux animations pédagogiques en tutoriel, les enseignants seront dans leurs établissements respectifs sur le nombre d'heures du tutoriel, et en auront informé leur hiérarchie par courriel.

ELECTIONS PRO (Résultats sur le lien transmis par courriel le 09/12/18.)

En chiffres, cela donne pour l'Académie Orléans-Tours, et par rapport aux listes présentées et aux résultats de 2014 :

CAPN Certifiés-AE : + 1 518 (1 élu-e) ; CTA : + 294 ;
CAPA Adjaenes : + 22 ; CCP non tit. ENS-EDU-PSY : + 14 (1 élu-e) ;
CCP non tit. SUR-ACC : + 53 (2 élu-es) ; CCP non tit. ADM-TECH-SOC-SANTE : - 12 ;
CAPA CPE : + 4 ; CAPA PLP : + 39 (3 élu-es) ; CAPA Agrégés : + 24 ;
CAPA Certifiés-AE : + 106 (1 élu-e).
*Plus spécifiquement au CTSD du 18 : + 14 (et 2 élu-es : 1 CTSD 36 - 1 CTSD 37)
et au CTM : + 3 965 (1 élu-e).*

Notre représentativité est notable et nous avons des élu-es : Merci à toutes et tous pour votre mobilisation ! Notre action continue !

REUNION des SYNDIQUE-ES : **Lundi 14 janvier, à l'UD Place Malus à Bourges**, avec la présence de Sébastien Martineau, SG de l'UD. Vous avez reçu la convocation et l'ordre du jour récemment. Pensez à déposer votre demande d'autorisation d'absence, si vous ne l'avez pas déjà fait ! Cette réunion est primordiale pour le SDEN CGT Educ'Action du 18. Nous comptons sur votre présence à toutes et tous.

FORMATIONS et JOURNEES D'ETUDES : Les deux journées « Santé au travail » des 11 et 12 octobre ont été très intéressantes et efficaces ! A poursuivre en 2019. La journée sur les retraites a été formatrice. 12 jours pour la Formation Syndicale : cf programme UD- UL-Région et sur le site de la FEREC.

Bonnes fêtes de fin d'année !

Isabelle Urbain, Secrétaire Départementale

Aux élections des représentants des locataires HLM l'Indécosa-cgt 18 reste la première association dans le Cher avec 33,25 % des voix !

Ces élections 2018 (*elles ont lieu tous les 4 ans*) des représentants des locataires dans les conseils d'administration des organismes HLM ont concerné deux bailleurs dans le département : l'OPH du Cher devenu "*Office Public de l'Habitat du Cher Val de Berry*" après sa fusion avec Bourges Habitat au 1er janvier 2018 et la SA HLM France Loire (du Groupe Arcade ayant racheté le patrimoine de Jacques Cœur Habitat en 2016) et pour lequel une partie de son patrimoine (près de 2.500 locataires) est répartie sur les départements de l'Allier, du Loir et Cher, du Loiret, de l'Indre et Loire et de la Creuse. Départements où l'Indécosa-cgt n'a pas fait campagne auprès des habitants HLM et d'autre part, l'Allier est un fief de l'association CGL (*Confédération Générale du Logement*) d'où son résultat (34,15 % à France Loire).

Quelques données générales :

- **22.300** locataires inscrits, soit 288 locataires de moins qu'en 2014 (22.588)
- **4.066** locataires votants, soit 1.015 votants en moins qu'en 2014 (5.081)
- **18,27 %** de taux de participation contre 22,62 % en 2014

Tout en notant un recul de la participation des locataires (- 4 points), il faut souligner que **3.613 locataires** ont voté pour les 5 listes en présence et **1.112** de ceux-ci se sont prononcés **pour les candidat.e.s Indécosa-cgt 18**. Il convient également de prendre en compte les **373 votes blancs** (*près de 10 %*).

L'**Indécosa-cgt 18** réalise un excellent score à l'**OPH du Cher** totalisant **45,87 %** des voix et à **France Loire 20,63 %**.

Elle obtient **3 sièges** : **2** à l'**OPH du Cher** et **1** à **France Loire**. Avec **33,25 %** de l'expression des locataires en moyenne, elle reste **la première association de locataires HLM dans le Cher !**

Par rapport à 2014, l'**Indécosa-cgt 18** baisse de 5 points (38,45 %), sachant que la configuration des bailleurs sociaux du département s'est modifiée en profondeur. En effet, de 4 organismes HLM en 2014 (*pour rappel 2 offices publics : OPH du Cher et Bourges Habitat et 2 sociétés anonymes HLM privé : France Loire et Jacques Cœur Habitat*) depuis le 1er janvier 2018 il existe **2 bailleurs** : l'Office Public de l'Habitat du Cher Val de Berry et la SA HLM France Loire.

Et par ailleurs, pour la première fois depuis 2010 (année où l'Indécosa-cgt 18 s'engageait dans la campagne des élections des locataires HLM) il y avait 5 associations de locataires en présence et enfin 1.000 votants en moins.

L'**Indécosa-cgt 18** obtient **3 élu-e-s** sur 8 qui sont :

- OPH du Cher Val de Berry - 5 sièges d'administrateurs locataires : **45, 87 %** des voix et **2 sièges à Indécosa-cgt 18** : **Claudie Henry** et **Gilles Giraudon** (*administrateurs sortants*), 2 sièges à la CLCV (*Confédération du Logement et du Cadre de vie*) avec 29,73 % et 1 à la CNL (*Confédération Nationale du Logement*) avec 24,38 %.
- SA HL France Loire - 3 sièges d'administrateurs locataires : **20,63 %** des voix et **1 siège à Indécosa-cgt 18** : **Philippe Michel** (*nouvel administrateur*), 1 siège à la CGL avec 34,15 % et 1 siège à la CLCV avec 18,41 %, l'AFOC avec 12,03 % n'obtient aucun siège.

Une campagne Indécosa-cgt 18 dynamique
animée par un collectif (la Commission Logement Habitat Cgt 18)
et portée par un socle militant Cgt professionnel et interprofessionnel.

La campagne **Indécosa-cgt 18** pour ces élections HLM 2018 a eu pour "fil rouge" la rencontre des locataires autour d'initiatives telles que l'implantation du "**Barnum Indécosa-cgt 18**" dans plusieurs quartiers HLM à Bourges, à Vierzon, à Saint Amand. Ces opérations "barnum" furent prolongées de différentes assemblées de locataires HLM dans les quartiers de l'Aéroport à Bourges, Bellevue et Clos du Roy à Vierzon, At Home à Saint Germain du Puy... et de très nombreux contacts individuels lors des permanences de l'association et auprès de nos élu.e.s. Ces initiatives ont largement contribué à rencontrer au cours de ces 11 mois de campagne près de 200 locataires HLM.

Courrier aux secrétaires des Syndicats Cgt, aux syndiqués Cgt locataires HLM, aux secrétaires des 5 Unions Locales Cgt avec la mise en place de "Collectifs de campagne" dans chacune d'elles, telles ont été les modalités décidées et formalisées conjointement par courrier de l'Association départementale et de la Direction de l'UD Cgt.

Sans l'implication réelle des UL Cgt, des équipes de campagnes sur le terrain, l'**Indécosa-cgt 18** n'aurait pas pu réaliser une telle campagne avec des objectifs aussi ambitieux, notamment celui de s'adresser aux 21.500 locataires HLM dans les 151 communes du département pour les appeler à voter **Indécosa-cgt 18**. Nous l'avons fait et les résultats sont là!

Que ces femmes et ces hommes soient vivement remerciés pour le temps donné, les kilomètres avalés et les heures passées à "déambuler" dans les communes, les quartiers, les rues jusqu'aux boîtes aux lettres des locataires HLM.

Il reviendra à la **Commission Logement Habitat Cgt 18** qui se réunira le 14 janvier prochain de procéder à l'analyse approfondie des résultats de ces élections, de la campagne **Indécosa-cgt 18** avec ses points forts et ses points faibles et de décider des axes de travail pour les quatre années à venir.

